

La malédiction des coups d'État en Afrique : qu'est-il advenu de la dissuasion ?



Claude A. Lambert | 12 juin 2024



Cet article est une traduction de « [Africa's Coup Calamity: What happened to deterrence?](#) » publié sur War on the Rocks le 26 février 2024. Cet article ayant été publié initialement avant l'élection présidentielle sénégalaise ayant eu lieu en mars 2024, certains développements ayant eu lieu lors de cette dernière peuvent ne pas être mentionnés, ce qui n'enlève rien toutefois à la pertinence globale de l'article.

Le Sénégal, l'une des démocraties les plus stables d'Afrique de l'Ouest, est devenu le premier pays à rejoindre le club des « démocraties abimées » en 2024. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'un coup d'État, la situation suscite toutefois des inquiétudes quant à l'état de la démocratie au Sénégal. Début février 2024, le président Macky Sall a annoncé le [report](#) des élections présidentielles, initialement prévues pour la fin du mois, en invoquant des allégations de corruption visant le Conseil constitutionnel du Sénégal. Cette décision a déclenché des [manifestations et des protestations violentes](#), mais heureusement, le même Conseil a ordonné la tenue du scrutin avant la fin du mandat de Sall, début avril 2024. Cette décision a démontré la détermination et l'indépendance du Conseil constitutionnel. Malgré les manifestations, les élections présidentielles ont finalement eu lieu fin mars 2024, mettant à l'épreuve la réputation du Sénégal en tant que [démocratie stable](#) en Afrique de l'Ouest. Cependant, tant que l'ordre constitutionnel et l'État de droit ne seront pas plus fermement établis et [appliqués de manière constante](#) dans le pays, la démocratie sénégalaise demeurera vulnérable.

La [Sierra Leone](#) et la [Guinée-Bissau](#) sont les dernières nations à avoir subi des tentatives de coup d'État. En août 2023, le dirigeant du Gabon, [Ali Bongo Ondimba](#), est devenu la nouvelle victime d'une série de prises de pouvoir militaires sur le continent africain. À qui le tour ? Depuis 2020, [neuf coups d'État ont réussi et sept ont échoué](#) en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Il ne s'agit pas encore de la « contagion des coups d'État » [décrite par certains spécialistes](#), mais ces coups d'État sont clairement en hausse et pourraient menacer d'autres voisins, pourtant stables, de la région.

L'équilibre délicat entre la promotion de la démocratie et la résolution des problèmes sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel a fait l'objet de nombreux [débats](#). Ainsi, les neuf coups d'État survenus [en l'espace de trois ans](#) soulignent l'inadéquation des efforts actuels. Pour s'attaquer efficacement aux causes profondes menant à de telles situations, il faut 1) faire respecter les normes anti-coup d'État, 2) condamner les tentatives de prolongation des mandats politiques, 3) donner la priorité au développement des institutions de défense et 4) renforcer la gouvernance et les organes de contrôle. En ce sens, les communautés économiques régionales et les parties prenantes mondiales devraient réagir rapidement et résolument sur le long terme pour empêcher de nouveaux coups d'État, et ainsi renforcer la stabilité et la démocratie dans la région.

Un air de déjà-vu

Chaque coup d'État étant unique, il est difficile de déterminer les causes exactes de la « vague de coups d'État » qui se propage en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Toutefois, les spécialistes s'accordent généralement sur les [points communs](#) qui motivent ces coups, notamment la pauvreté, l'instabilité politique, la corruption systémique, l'extrémisme violent et les dilemmes du développement démocratique. Les récents chocs mondiaux tels que la pandémie de Covid-19, le changement climatique et la [récession économique mondiale](#) ne font qu'intensifier les problèmes de l'Afrique. En outre, [certains pays](#) de la région sont tombés dans le « piège des coups d'État », c'est-à-dire qu'une fois qu'un coup d'État a eu lieu, le risque que d'autres événements de ce type se produisent est beaucoup plus élevé.

Historiquement, les Africains ont souvent vu [d'un mauvais œil](#) les coups d'État, car ils étaient considérés comme un frein à la démocratisation, une source de violence et un facteur de dysfonctionnement supplémentaire. Néanmoins, aujourd'hui, les prises de pouvoir militaires anticonstitutionnelles, en particulier dans la ceinture des coups d'État, semblent bénéficier d'un [soutien populaire](#). Cela dit, ce soutien généralisé aux putschistes est souvent de courte durée et largement motivé par l'insatisfaction, le ressentiment et la frustration des citoyens à l'égard de leurs dirigeants élus et de la détérioration des conditions socio-économiques.

De plus, le récent [retrait](#) des troupes françaises et européennes, qui étaient à la pointe des efforts de lutte contre le terrorisme dans la région, coïncide avec l'émergence de [sociétés militaires privées](#) (SMP). Ces sociétés, qui opèrent avec moins de transparence et de responsabilité, risquent d'exacerber le [vide sécuritaire](#) existant. Parallèlement, « [l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles](#) » par des acteurs extérieurs et des dirigeants locaux corrompus menace la stabilité de la région. Cette combinaison délicate est susceptible d'accroître l'instabilité générale, ce qui pourrait conduire à de nouvelles tentatives de coup d'État. Par ailleurs, ces circonstances pourraient involontairement renforcer le soutien populiste aux régimes qui émergent à la suite de ces coups d'État. Il semble ensuite que les putschistes du Sahel apprennent les uns des autres et se soutiennent mutuellement. En effet, les militaires putschistes du Burkina Faso, du Mali et de la Guinée se [reconnaissent](#) mutuellement comme des alliés potentiels et savent qu'ils peuvent compter sur le soutien des autres juntes de la région.

Le résultat de tous ces facteurs est une feuille de route post-2020 pour l'exécution d'un coup d'État réussi : attendre pour résister à la pression internationale, blâmer les blocs régionaux ou les puissances coloniales étrangères, et construire des [partenariats](#) avec des alliés partageant les mêmes idées. En fin de compte, la communauté internationale sera préoccupée par d'autres [problèmes sécuritaires](#) urgents, et n'agira pas de manière décisive contre la prise de pouvoir illégale du gouvernement.

Dans l'attente d'une réponse occidentale

Que fait donc la communauté internationale pour endiguer cette prolifération de coups d'État ? Malheureusement, pas grand-chose. Au contraire, la concurrence entre les États-Unis, la Russie et la Chine pour [l'influence](#) et les partenariats de sécurité en Afrique l'emporte sur les politiques visant à punir ou à gérer les gouvernements post-coup d'État.

Plus précisément, les pays occidentaux réagissent de manière sélective aux coups d'État, fermant souvent les yeux sur ceux qui ne servent pas leurs intérêts. Pendant plus de deux mois, les États-Unis ont tardé à déclarer [officiellement](#) que [l'éviction militaire](#) du président démocratiquement élu du Niger, Mohamed Bazoum, était un coup d'État, privilégiant plutôt le rôle critique du pays dans le soutien aux activités antiterroristes des États-Unis dans la région. Cette attitude [compromet](#) les efforts de Washington pour inverser le recul démocratique et nuit à leurs intérêts nationaux à long terme en Afrique.

De hauts responsables de l'administration américaine ont déclaré qu'ils n'avaient finalement agi en annonçant ouvertement une [déclaration officielle](#) de coup d'État qu'après avoir épuisé toutes les voies diplomatiques pour préserver l'ordre constitutionnel au

Niger. Malheureusement, c'est trop peu, et trop tard. Lorsque les pays occidentaux n'agissent pas rapidement contre les prises de pouvoir illégales, ils affaiblissent en réalité le « tabou des coups d'État ».

De même, les organisations régionales telles que l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) **hésitent** à appliquer leurs règles anti-coup d'État lorsque des États membres puissants sont victimes de ces coups. La Mauritanie, l'Égypte, le Tchad et le Soudan, par exemple, ont échappé aux sanctions alors que le Burkina Faso, le Niger et d'autres sont devenus la cible des protestations occidentales. Il fut un temps où les blocs régionaux affichaient un bilan satisfaisant en matière de dissuasion, ou au pire de capacités à retourner à une situation pré-coup d'État. En 2017, la CEDEAO a déployé des **troupes** en Gambie pour forcer le dictateur Yahya Jammeh à démissionner et à quitter le pays après avoir perdu les élections. Aujourd'hui, cependant, elle semble faible, **divisée** et dépourvue de la capacité de faire face aux renversements démocratiques qui surviennent dans la région. Lors de la crise constitutionnelle nigérienne de 2023, le groupe a **menacé** de recourir à la force pour rétablir la démocratie, mais cette menace s'est avérée creuse : il a laissé son ultimatum expirer sans agir.

À l'inverse, les gouvernements militaires du Burkina Faso et du Mali ont annoncé qu'ils enverraient des troupes pour **soutenir** la junte nigérienne si la CEDEAO intervenait militairement. Pour consolider leurs gains mal acquis et se protéger davantage contre d'éventuelles menaces de rébellion armée ou d'agression extérieure, les trois régimes putschistes ont convenu de former **l'Alliance des États du Sahel** (AES). Ce pacte de défense mutuelle **engage** les signataires à s'entraider en soulignant que « toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties ». Fin 2023, les trois pays du Sahel se sont réunis pour **légitimer** et renforcer cette alliance politique, sécuritaire et potentiellement **économique**. Le 28 janvier 2024, les chefs militaires ont publié une déclaration commune annonçant qu'ils se **retiraient** « sans délai » de la CEDEAO qui, selon eux, imposait des sanctions « inhumaines » à leurs pays. Il semble donc que les trois gouvernements dirigés par des juntes soient confiants dans la force de leur nouvelle alliance, et qu'ils fassent avancer le concept de régime militaire comme seule solution au manque de sécurité et à la mauvaise gouvernance régionale.

Ensuite, nous trouvons les puissances intermédiaires telles que la Turquie, qui a récemment élargi sa coopération militaire et de défense avec des États ayant connu un coup d'État, comme le **Burkina Faso** et le **Mali**, et qui envisagerait de resserrer ses liens militaires avec la **junte nigérienne**. Ankara s'est imposée comme un important **fournisseur d'armes** dans toute la région, modifiant les conflits au Mali et au Tchad grâce à sa technologie et à sa formation militaires. Outre la Turquie, les puissances du Golfe s'impliquent également en Afrique, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite soutenant des **groupes** opposés dans la guerre civile **génocidaire** du Soudan. Les Émirats **fourniraient** aux Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire soudanais, des armes et du matériel militaires via le Tchad, en dépit de **l'embargo** sur les armes imposé de longue date par les Nations unies au Darfour. Ces actions des puissances moyennes sapent les efforts occidentaux de lutte contre les coups d'État et rendent plus difficile l'isolement des régimes putschistes.

Immédiates et cohérentes, sans exception

En général, les communautés régionales et internationales ont toujours condamné les coups d'État, mais sont **réticentes** à imposer des sanctions rapides de peur de déstabiliser davantage le pays concerné. Les déclarations générales condamnant les coups d'État, les menaces de sanctions et les approches **progressives** ne suffisent pas. De même, **reconnaître officiellement** les juntes militaires une fois qu'elles ont pris le pouvoir par la force ne fait qu'exacerber la crise liée à ces coups d'État. Il faut donc des réponses efficaces et proportionnées à l'ampleur du problème pour punir et dissuader les auteurs de coups d'État.

Ainsi, la manière dont les pays occidentaux **réagissent** aux coups d'État est essentielle. Il est extrêmement difficile de renverser les coups d'État une fois qu'ils ont eu lieu, mais une diplomatie active et des mesures politiques qui imposent des coûts peuvent faire la différence en décourageant les putschistes et les acteurs extérieurs de soutenir les tentatives de coup d'État ou d'en tirer profit. Lorsque les pays occidentaux et les organisations régionales adoptent une approche de « tolérance zéro » à l'égard des soulèvements militaires – en imposant des sanctions ciblées aux putschistes et en suspendant les activités des blocs régionaux – des mécanismes punitifs efficaces peuvent être mis en place, mais uniquement s'ils sont appliqués immédiatement, de manière cohérente et sans exception.

Bien entendu, l'élaboration d'une approche proactive à long terme qui ne se limite pas aux aspects sécuritaires, mais qui aborde également les questions sous-jacentes de gouvernance et de structure économique, est une étape nécessaire pour apporter la stabilité et décourager les putschistes. Compte tenu des graves implications de la fragilité structurelle des États d'Afrique de l'Ouest, les acteurs régionaux et mondiaux devraient mettre en œuvre dès maintenant des politiques visant à prévenir l'éclatement d'un nouveau coup d'État et à se préparer à l'éventualité d'une nouvelle crise constitutionnelle. Les

recommandations ci-dessous constituent un point de départ pour la communauté internationale et les blocs régionaux dans la dissuasion et la réponse à cette vague de changements anticonstitutionnels de gouvernement qui se produit dans la région.

Mettre en œuvre des règles de limitation des mandats présidentiels et d'allongement de la durée des fonctions.

La CEDEAO devrait réexaminer l'adoption d'une règle visant à [limiter la durée des mandats](#) des présidents et autres chefs d'État de la région, afin de lutter contre l'allongement de ces mandats, et empêcher les changements illégaux de gouvernement.

Dans une région où les dysfonctionnements politiques sont fréquents, les dirigeants de longue date cherchent souvent à prolonger ou à supprimer la limitation des mandats. Selon le West Africa Democracy Network, une organisation de la société civile, 75 % des citoyens de 34 pays africains sont favorables à [la limitation des mandats présidentiels à deux](#).

Il est difficile pour la CEDEAO d'adopter des règles de limitation des mandats ou d'allongement de la durée des fonctions, car elle prend ses décisions au niveau des chefs d'État par consensus. Néanmoins, elle devrait continuer à chercher à limiter le nombre de mandats et à mettre en place des initiatives de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Pour adoucir l'affaire, les blocs régionaux bénéficiant d'un soutien international pourraient offrir des incitations économiques conditionnelles pour soutenir les règles de limitation des mandats et d'allongement de la durée des fonctions. Il est certain que les incitations économiques nécessitent l'adhésion du grand public, des principaux acteurs politiques et de la société civile. Elles doivent également être liées à des conditions spécifiques liées aux réformes démocratiques, telles que la mise en œuvre de la limitation du nombre de mandats, des règles d'occupation des postes et du respect de l'État de droit. En l'absence d'une véritable adhésion des parties prenantes ou d'une aide conditionnelle, les incitations peuvent être perçues comme manipulatoires, illégitimes ou susciter le scepticisme de l'opinion publique.

Renforcer les systèmes régionaux d'alerte précoce et la surveillance continue.

Les blocs régionaux et les organisations internationales devraient soutenir la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et les universités pour surveiller les situations politiques et fournir des signaux d'alerte précoce pour les conflits intra-étatiques potentiels et l'instabilité régionale.

En 2002, l'UA a mis en place le [système d'alerte continental](#) (Continental Warning System) afin d'anticiper et de prévenir les conflits sur le continent. Ce système a assuré la coordination avec les communautés économiques régionales et a aidé les États membres à analyser les conflits et à prendre des mesures d'atténuation. Cependant, en 2021, le système d'alerte, et donc ses fonctions, ont [disparu](#) à la suite d'une série de réformes institutionnelles de l'UA.

Avec la dissolution de la version de l'UA, la CEDEAO devrait renforcer son propre système d'alerte précoce ([ECOWARN](#)) pour mieux identifier l'émergence des coups d'État. Créé en 2005, ce système est composé d'une équipe de journalistes de terrain répartis dans les 15 États membres et d'analystes du Centre d'observation et de suivi basé à Abuja, au Nigeria. Le système d'alerte [précoce](#) « permet la collecte de données précises en temps réel qui améliorent l'élaboration des politiques et facilitent des réponses rapides et appropriées aux menaces émergentes ou croissantes ». Toutefois, le défi consiste à combler le fossé entre l'alerte et la réaction dans une région en proie aux coups d'État et à l'insécurité.

Par conséquent, le nouveau système d'alerte précoce devrait s'appuyer sur les technologies émergentes conçues spécifiquement pour détecter la fragilité des États ou l'instabilité politique. [L'intelligence artificielle](#) et [l'apprentissage automatique](#) (machine learning) se sont révélés prometteurs pour [prédire](#) les événements déstabilisants en analysant de vastes sources de données et en créant des modèles prédictifs. Bien que ces outils puissent offrir des informations précieuses et émettre des alertes lorsque certains seuils sont franchis, la prédiction d'événements sociopolitiques complexes est intrinsèquement difficile. Par conséquent, la collaboration entre les experts en mégadonnées, les politologues et les spécialistes régionaux est essentielle pour évaluer et traiter les questions de stabilité structurelle des États et les causes profondes des conflits.

Donner au renforcement des institutions de défense la même priorité qu'aux autres efforts d'assistance aux forces de sécurité.

Trop souvent, le [renforcement des institutions de défense](#) est relégué au second plan, au profit des activités d'assistance aux forces de sécurité et des exercices ou d'entraînement militaire épisodiques principalement consacrés au renforcement des capacités antiterroristes du pays hôte.

Comment citer cette publication

Claude A. Lambert, « La malédiction des coups d'État en Afrique : qu'est-il advenu de la dissuasion ? », *Le Rubicon*, 12 juin 2024 [<https://lerubicon.org/la-malediction-des-coups-detat-en-afrique-quest-il-advenu-de-la-dissuasion/>].

